

2010/15

La Médiation : un premier pas pour la Résolution du Conflit Russo-Tchéchène...

par CEMILE TETIK

*Analyses &
Études*
Société



Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Éducation permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro SBOLGI, Editeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

MONDE ET DROITS DE L'HOMME

Notre société a la chance de vivre une époque où les principes des Droits de l'Homme protègent ou devraient protéger les citoyens contre tout abus.

ÉCONOMIE

La Presse autant que les publications officielles de l'Union européenne et de certains organismes internationaux, s'expriment sur les problèmes de l'immigration et s'interrogent sur la manière d'arrêter ce flux important.

CULTURE ET CULTURES

La Belgique, dont 10% de la population est d'origine étrangère, est caractérisée, notamment, par une importante diversité culturelle

MIGRATIONS

La réglementation en matière d'immigration change en permanence et SIREAS est confronté à un public désorienté, qui est souvent victime d'interprétations erronées des lois par les administrations publiques, voire de pratiques arbitraires.

SOCIÉTÉ

Il n'est pas possible de vivre dans une société, de s'y intégrer, sans en comprendre ses multiples aspects et ses nombreux défis.

Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur notre site www.sireas.be



**Service International de Recherche,
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**
Secteur Éducation Permanente
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58
educationpermanente@sireas.be – www.sireas.be

Avec le soutien
de la Fédération
Wallonie-Bruxelles



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

« Le loup tchéchène contre l'ours russe... ». Telle était la métaphore utilisée par Jérôme Passinetti pour illustrer le conflit éternel du Caucase.

À travers notre article, nous construirons une analyse à trois dimensions du conflit russo-tchéchène. Une première partie est consacrée à la description du conflit expliquant le contexte socio-historique, les acteurs impliqués, les objets litigieux ainsi que le dénouement du conflit. Dans la deuxième partie, une analyse conceptuelle du conflit sera développée à travers trois grandes questions : la légitimation de la violence et l'opinion publique russo-tchéchène par rapport au conflit, la médiation et la résolution de conflit, et la réconciliation et la justice sociale à rendre aux victimes de guerre dans une situation d'impunité. Pour terminer, quelques pistes de réflexion et de solution, qui pourraient tenter de mettre fin à la violence caucasienne seront proposées.

I. DESCRIPTION DU CONFLIT RUSSO-TCHÉTCHÈNE

Contexte socio-historique

La Tchétchénie est une république du Caucase du Nord appartenant à la Fédération de Russie et dont la capitale est Grozny. Intégrés dans la Russie depuis la fin du XVIII^e siècle, les Tchétchènes se sont souvent au cours de leur histoire, opposés aux Russes. Au moment de l'effondrement de l'URSS en 1991, Moscou doit faire face aux revendications autonomistes des républiques caucasiennes y compris de la part de la Tchétchénie. En 1991, Boris Eltsine devient président de la nouvelle Russie. Quant à Djokhar Douaïev, ex-général de l'armée soviétique, il est élu président de la République autonome de Tchétchénie-Ingouchie. Le 1^{er}

novembre, il proclame la souveraineté de la Tchétchénie mais du côté de l'URSS, les principales préoccupations portant sur la direction de l'état russe, la Tchétchénie est oubliée de Moscou et, malgré quelques hostilités, reste quasi indépendante de 1991 à 1994.

La Première guerre de Tchétchénie (1994-1996). Le 11 décembre 1994, l'armée russe sous les ordres de Boris Eltsine, réalise une opération militaire surprise. La guerre, engagée pour « rétablir l'ordre constitutionnel » et protéger les Russes « de souche » vivant en Tchétchénie dure près de deux ans. En janvier 1995, Grozny est finalement occupé par les troupes russes. Mais la résistance tchétchène dirigée par les commandants Chamil Bassaev et Djokhar Doudaïev, et soutenue par les pays voisins ne permet pas à la Russie d'asseoir sa souveraineté. Ce premier conflit « d'indépendance » trouve sa conclusion la veille de l'élection présidentielle russe de 1996. Le 31 août 1996, le général russe Lebed signe avec le nouveau chef des indépendantistes, Aslan Maskhadov, un accord de paix à Khassaviourt qui conduira à un *statu quo* rendant à la Tchétchénie son autonomie en échange d'une promesse de report des pourparlers sur l'indépendance.

La Seconde guerre de Tchétchénie (1^{er} octobre 1999 – 1^{er} février 2000). En 1997, Maskhadov emporte les élections présidentielles avec près de 60% des suffrages. Toutefois, celui-ci n'arrive pas à contrôler ses chefs de guerre (Chamil Bassaïev et Salman Radouïev) qui revendiquent l'instauration d'un Caucase islamique d'inspiration « wahhabite¹ » ; ce qui a été mal accueilli par la population, où sont fortement implantées les confréries soufies qui pratiquent une forme populaire de l'Islam. La fin de cette première guerre débouche donc sur une période très instable et morcelée en Tchétchénie. Deux ans après les accords de paix, l'armée russe intervient à nouveau en 1999 suite à plusieurs attaques et attentats supposés être organisés par les Tchétchènes, afin de mener une opération appelée officiellement « anti-terroriste ». Ce sera au tour du Premier ministre, Vladimir Poutine élu en 2000 de rétablir l'autorité russe sur le territoire de la République.

Objets litigieux

En 1994, la revendication d'un État indépendant par la Tchétchénie semblait être la motivation principale pour engager l'intervention de la Russie. Toutefois, il existe d'autres enjeux plus économiques et géopolitiques pour expliquer l'entrée en guerre de la Russie. En effet, durant toute la période soviétique, la Tchétchénie importait massivement du pétrole

1 **Wahhabisme** : courant musulman, issu d'une réforme interne du courant hanbalite, un des quatre courants sunnites. Fondé au XVIII^e siècle par Abd al Wahhab, ce courant se confond avec la dynastie saoudite, et dicte un retour strict aux textes originels, condamnant tout culte des saints, recueillement sur les tombeaux, etc.

d'Azerbaïdjan et de Sibérie pour alimenter son industrie pétrochimique. Sur le plan économique, ce territoire est d'une grande richesse pour la Fédération. Une autre raison très importante de ce conflit est que les intérêts économiques russes et américains dans le Caucase sont également en grande partie liés au contrôle de l'acheminement de combustible depuis la mer Caspienne et dont les pipelines passent par cette région. Remarquons que la Russie a une politique de désenclavement qui s'oriente du Nord vers le Sud : l'accès aux mers chaudes et le maintien de l'autorité russe sur l'espace ex-soviétique passe par la domination de la mer Noire de l'isthme du Caucase ouvrant les portes de la Méditerranée et du Proche-Orient et ce, face à la menace de la puissance américaine. Autrement dit, la Tchétchénie qui appartient à l'espace caucasien, constitue une frontière qui se trouve sur le passage d'une bande médiane séparant une puissance terrestre, la Russie, d'une puissance maritime, les États-Unis. L'enjeu économique se double donc d'un volet géostratégique. Cette zone intermédiaire du plateau de l'Asie centrale aux Balkans, via l'Iran, le Caucase, le Proche-Orient et la Turquie, fait ainsi l'objet de rivalités politico-économiques.

En revanche, la seconde guerre de Tchétchénie a la particularité de ne jamais avoir été reconnue comme une guerre par le gouvernement russe. Ici, la raison principale de l'intervention militaire est officiellement la sauvegarde de la sécurité intérieure menacée par des « terroristes tchétchènes ».

Dénouement

En 1996, la Russie déclare forfait en signant les accords de paix à Khasaviourt. Ces accords vont permettre l'arrêt immédiat du conflit et la poursuite des pourparlers pour définir le statut définitif de l'indépendance de la Tchétchénie. Cependant, deux ans avant l'expiration des pourparlers, cet accord de paix est rompu suite à deux événements majeurs : le déclenchement d'attentats contre des civils Russes et l'incursion au Daghestan menée par le commandant tchétchène Chamil Bassaev et ce, sans l'autorisation du président Tchétchène, Aslan Maskhadov. C'est donc pour des raisons de sécurité intérieure que la deuxième guerre commença. Le Conseil de l'Europe a demandé de manière timide une solution pacifique. Des médias internationaux et des associations (Amnesty International et le Comité Tchétchène) ont réclamé aux gouvernements américains et européens, une action diplomatique auprès du gouvernement russe pour mettre fin à de supposées violations des droits de l'Homme imputables aux militaires de l'armée fédérale et aux milices tchétchènes pro-fédérales. Ils ont également exigé la médiation internationale afin que s'établissent des négociations entre les nouvelles autorités tchétchènes, pro-russes, et les séparatistes, et ce bien que Poutine refuse fermement toutes négociations avec les rebelles. Depuis la fin des opérations militaires de la seconde guerre, la responsabilité

sécuritaire de la République est désormais dévolue aux Tchétchènes. Cependant quelques groupes de combattants continuent toujours à mener des actes de résistance sous forme de guérilla séparatistes. En juin 2000, la Tchétchénie est placée sous administration présidentielle directe par la Russie. Cette « tchéchéénisation » est actuellement poursuivie par le régime pro-russe de Ramzan Kadyrov.

II. ANALYSE CONCEPTUELLE DU CONFLIT

Légitimation de la violence et opinion publique

Avant toute chose, il semble qu'une étude des origines socio-historico-culturelles du conflit caucasien permettra de comprendre *a priori* la légitimation des actes violents. En effet, dans la typologie des guerres, la crise russo-tchéchéenne appartient à la famille des conflits traditionnels qui s'inscrit dans une longue histoire de résistance à l'expansionnisme russe remontant à plus de trois siècles. Une logique de puissance contre une logique de valeurs pourrait expliquer la double source du contentieux entre Tchétchènes et Russes : d'une part, la fierté, les valeurs de solidarité tchéchéenne et musulmane, incompatibles avec les valeurs ancestrales slaves et orthodoxes, d'autre part (Minassian, 2005). L'esprit de liberté des Tchétchènes face à l'idéologie uniformisatrice russe incarne bien une logique de domination contre une logique d'émancipation (Jean, 1997). Ce sentiment d'inégalité politique quant à l'autonomie de la Tchétchénie par rapport aux autres États de l'ex-URSS et les expériences de guerre vécues auparavant ayant marquées la mémoire individuelle et collective (Staub & Bar Tal, 2003) pourraient donc générer un sentiment d'injustice et des revendications violentes transmis à travers les générations. Autrement dit, il s'agit d'une guerre d'existence pour le bien-être et le fonctionnement de la société tchéchéenne.

Une autre particularité du conflit examiné est que, après l'effondrement de l'URSS, la Russie devait construire une nouvelle identité collective nationale et des nouveaux rapports entre l'État et la population. Ainsi, la première guerre de Tchétchénie était une « affaire intérieure » essentielle pour maintenir la souveraineté du pays face aux indépendantistes et pour « sauver l'honneur » russe (Le Heurou, 1998).

Ce discours ne préoccupait pourtant pas la population russe qui était hostile à la guerre. Mais la transformation de la guerre d'indépendance en opération « *anti-terroriste* », avec les attentats du

11 septembre, entre autres, a entièrement changé l'opinion publique russe en faveur du Kremlin durant la deuxième guerre. Pénélope Larzillière (2003) parle d'ailleurs d'un « *djihad re-territorialisé* » menant à une « *relecture islamo-nationaliste de la lutte nationale* ». À ce propos, Lewis (2004) parle d'un mouvement rhétorique clé qui consiste à mettre l'accent sur le lien entre le terrorisme et les Etats-Nations, et ainsi fournir la logique pour une solution militaire au problème du terrorisme. C'est clairement ce que Poutine fera en revendiquant la guerre non pas par argumentation mais par l'association d'images terroristes du 11 septembre aux attentats tchéchènes engageant l'opinion publique. Pour un public qui a des connaissances géopolitiques limitées, ces associations deviennent des blocs de construction pour donner du sens au monde.

Néanmoins, la relation qu'entretient la société russe avec la violence est ambiguë, et faite de rejet tout autant que de tolérance. En effet, jusqu'au 11 septembre, le soutien dont Poutine bénéficiait auprès de l'opinion publique était fondé sur son attitude anti-occidentale et son image de restaurateur de l'autorité puissante. Or, par la suite, sa politique pro-américaine ne lui a pas rapporté de dividendes suffisants pour contrebalancer une perte de popularité réelle auprès de la population et des militaires (Gordadzé, 2002). En d'autres termes, les citoyens russes qui, en principe, n'apprécient pas la nouvelle politique de Poutine, sont contraints à soutenir et à légitimer les moyens violents à cause de la menace et de la peur du rival (Bar Tal, 2004). Donc, la nature du soutien pour la guerre est à prendre en compte car, bien qu'il puisse avoir une certaine complicité du public, celle-ci peut-être à court terme pour assurer la cohésion interne face à la menace externe. (Lewis, 2004).

Durant la guerre, les divers discours prononcés par les autorités jouent également un rôle capital dans l'influence de l'opinion publique et ce, tant positivement que négativement. Ainsi, le propos méprisant du ministre de la Défense, en 1994, de « *prendre Grozny en deux heures avec un bataillon de parachutistes* », devenu un sujet d'hilarité pour les tchéchènes qui, deux ans après, reprendront en deux jours la capitale, va clairement faire baisser la popularité de la Fédération et de son armée aux yeux des Russes (Jean, 1997). De même, la lutte contre les « bandits » et les « mafieux », leitmotiv d'une propagande cherchant à occulter le contenu politique du conflit, apparaît comme une justification non valable pour le public, de la décision d'engager la Russie dans la guerre. Cependant, les discours politiques russes prennent une toute autre dimension au moment de la deuxième guerre. En effet, lorsque le Président Poutine promet de « *butter les terroristes jusque dans les chiottes* » (Le Figaro, 2010), il réussira à obtenir l'adhésion de la population russe par sa rhétorique de type « américaine » appelant à la mobilisation contre les « terroristes islamistes » tchéchènes.

Enfin, le climat médiatique en Russie semble tout autant influencer l'opinion publique. Il tend à construire des représentations subjectives de la violence, surtout en l'absence de débat et de prise en charge sociale et politique de la question, compte tenu d'un passé encore proche où l'information était sous contrôle. Les manifestations de la violence et de la criminalité sont abondamment relayées par les médias russes, qu'il s'agisse des grands journaux moscovites, de la presse régionale ou de magazines d'informations télévisés. En revanche, les analyses de fond sont très peu présentes, et l'on a le sentiment que les médias donnent à voir la violence sans la médiation d'un débat, sans plus jouer le rôle de relais d'opinion, de vecteur de l'espace public (Le Huerou, 1998). En effet, alors que la plupart des médias russes restaient indifférents aux ravages dans le domaine des droits de l'homme à cause de la censure imposée par le régime d'Eltsine, les images tragiques des attentats tchéchènes de Beslan, projetées dans le monde entier en septembre 2004, ont servi de justification pour la deuxième guerre « anti-terroriste » aux yeux des téléspectateurs russes (Gerber & Mendelson, 2005).

Obtenir l'adhésion de l'opinion publique était non seulement important pour légitimer l'usage d'actes violents de l'armée, mais aussi pour soutenir et justifier leurs dépenses militaires. En effet, depuis l'arrivée de Poutine, les dépenses militaires augmentent avec un taux de croissance supérieur à celui de l'économie nationale. Malgré la fragilité économique de la Russie, les dépenses militaires en 2001, représentent 5% du PIB selon l'OTAN, soit de 250 à 1 000 milliards de dollars (Fontanel, 2005). D'après les données du SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), le budget de la défense russe a progressé de près de 12% en 2006 passant de 36,2% à 44%.

L'adhésion des citoyens russes aux actions menées contre les Tchétchènes suite aux discours entretenus par les autorités russes acquittant la seconde guerre a donc permis de légitimer la violence, pour ainsi justifier l'utilité des dépenses militaires et rester ou redevenir une superpuissance mondiale...

Médiation et résolution de conflit

De façon globale, la médiation consiste à l'intervention d'un tiers indépendant dans le but d'arriver à une solution juste et à des éventuelles négociations entre les partis impliqués dans un conflit. Elle nécessite, en tant qu'intervention non violente, un engagement mutuel librement consenti. Le médiateur n'a aucun pouvoir de décision, il sert de relais entre une dynamique microsociale d'ententes interpersonnelles et une dynamique macrosociale visant une action pragmatique réelle au niveau politique (Elcheroth, 2009).

Une condition essentielle pour tenter de résoudre les conflits, est le développement d'une confiance mutuelle entre ennemis. Néanmoins, dans les relations conflictuelles très enracinées, la méfiance est une donnée évidente. En outre, la perception de la menace et la peur de perdre son existence conduit à utiliser des moyens violents sans la recherche d'une alternative pacifique telle que la médiation. En effet, la crise russo-tchéchène alternée d'attentats terroristes en réponse aux occupations russes, engendre une violence enfermée dans un cercle vicieux. Ainsi, chaque parti possède ses raisons. Dans l'hymne nationale des combattants, la résistance s'incarne parfaitement : « *Des siècles durant, nous nous sommes assurés par la lutte, la liberté ou la mort. Et même si les montagnes de pierre brûlent dans le feu des batailles, aucune horde au monde ne nous mettra à genoux.* » (Pasinetti, 2006). Quant au président du Kremlin, il affirmera que « *la Russie ne mène pas de négociations avec les terroristes, elle les élimine* » (Libération, 2004). Pourtant, un processus de paix ne sera possible sans entrer dans une relation d'échange et d'interdépendance. Ainsi, le conflit caucasien est confronté à un dilemme : les partis ne peuvent pas entrer dans un processus de paix sans un certain degré de confiance mutuelle, mais ils ne peuvent pas construire la confiance sans entrer dans un processus de paix (Kelman, 2005).

Afin de dépasser ce dilemme, il existe une médiation politique fondée sur une approche psychosociale des conflits armés : les « *ateliers de résolution interactive de problème* » (Kelman, 2005). Des personnalités politiquement influentes des deux camps sont invitées en présence de facilitateurs neutres, spécialistes en sciences sociales. Cette troisième partie est le dépositaire de la confiance et joue le rôle de pont entre les deux parties afin qu'elles puissent rentrer dans un processus de communication directe. Ces ateliers se tiennent dans un cadre officieux et académique car l'objectif n'est pas de conclure des négociations officielles, mais plutôt de collaborer pour générer de nouvelles idées pouvant créer des changements. Ceux-ci sont ensuite transférés au niveau de l'opinion publique et des processus de prise de décision politique. Le processus de paix acquis par une « *confiance travaillée* », est donc un calcul d'approximation réciproque dans lequel les engagements d'une partie sont proportionnels aux assurances reçues par l'autre.

Concernant le conflit russo-tchéchène, la principale tentative d'une médiation initiée par la mission de l'OSCE (l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) a eu lieu lorsque les accords de paix de Khassaviourt ont été signés en 1996. L'OSCE a pour missions le maintien et la construction de la paix, les droits de l'homme et l'aide humanitaire. En juin 1995, toutes les parties signent un accord de trêve militaire prévoyant un cessez-le-feu immédiat, la libération des personnes détenues, le retrait progressif des forces russes et des armées illégales. Mais les opérations militaires reprises suite à des attentats terroristes briseront rapidement l'accord signé. Lorsque les événements

à Grozny vont en défaveur de l'armée russe, Boris Eltsine se voit obligé de négocier avec les résistants et retire ses troupes pour entamer des négociations poussées. Le 31 août 1996, un accord de paix est signé entre le commandant Maskhadov et le Général Lebed, seule autorité considérée comme interlocuteur par les Tchétchènes. L'accord conduira à un *statu quo* rendant à la Tchétchénie son autonomie et à un retrait massif des forces russes jusqu'en décembre 2001². Cet accord était nécessaire tant pour la Russie que pour la Tchétchénie. Celle-ci avait eu l'occasion d'obtenir une reconnaissance et une légitimité sur la scène fédérale et internationale. En revanche, le Kremlin devait acquérir une image positive pacifiste aux yeux de la communauté internationale afin de retrouver sa place au Conseil de l'Europe et réconcilier avec l'opinion publique qui manifestait de plus en plus son hostilité au conflit (Le Huerou, 1998).

La médiation menée par l'OSCE n'a donc été qu'une résolution obligatoire à court terme. Selon Montada et Kals (2001, cité par Elcheroth, 2009), s'engager dans un contrat futur requiert avant tout la reconnaissance commune des principes normatifs, des sentiments d'injustice et de la demande de pardon ; ce qui semble quasi impraticable pour un conflit russo-tchétchène si ancré dans la mémoire collective. Pour établir une médiation à long terme, un travail de confiance et de réconciliation pour construire la paix auraient pu être mis en place, tels que proposés dans les ateliers de résolution interactive de conflit. Car le débat y est ouvert et l'objectif est d'analyser le contenu du conflit pour comprendre les priorités et les contraintes de chacun (Kelman, 2005). L'accord de Khassaviourt a été le moment propice échoué pour l'instauration d'un processus de médiation qui aurait peut-être pu éviter la seconde guerre en 1999.

L'opération anti-terroriste de Moscou touche officiellement à sa fin le 16 avril 2009. La Russie considère que le problème est résolu avec la mise en place d'un régime « stable » en Tchétchénie, sous la présidence du pro-russe Ramzan Kadyrov qui reçoit carte blanche du Kremlin pour poursuivre la politique de « normalisation » de la Tchétchénie. Symbole d'une certaine « renaissance » de la Tchétchénie qui a entrepris un vaste programme de reconstruction de ses infrastructures, Kadyrov est aussi celui qui parvient à réduire la rébellion tchétchène et ce, au prix de milliers de disparitions et d'assassinats menés par ses milices... La situation actuelle semble montrer « un effet de fatigue générale de chaque côté, une consommation de la guerre par elle-même » (Thomas Gomart, 2009).

2 Maskhadov, A., *L'ultime appel d'Aslan Maskhadov, Président de la République tchétchène d'Ichkérie*, à l'attention de M. Javier Solana Haut Représentant de l'Union Européenne pour la Politique Etrangère et de Sécurité Commune Tchétchénie, le 25 février 2005, Libération, 2005. <http://www.liberation.fr/page.php?Article=283523>

Réconciliation, justice et impunité

La réconciliation apparaît lorsque l'on passe d'un conflit à un temps de paix, du moins, à un futur moins violent. L'impunité est « *l'exemption de toute responsabilité, pénalité, punition ou sanction légale pour les auteurs d'actes illégaux* » (Afflito, 2000). Une « *culture de l'impunité* », telle qu'énoncée par Opotow (2001) semble assez répandue et institutionnalisée dans les sociétés actuelles. Ceci permet alors au pouvoir de l'élite d'être soutenu par la violence infligée par les forces de sécurité.

Les travaux d'Anne Le Huerou (1998) sur « les paradoxes de la violence » permettent de comprendre l'acceptation des actes violents caractérisant la société russe. La tolérance vis-à-vis de la violence s'expliquerait par deux éléments : « *D'une part, un phénomène « d'anesthésie » généralisée dans la société : lutte pour la survie, absence de perspectives, manque de confiance dans les institutions. D'autre part, l'existence d'un ensemble de valeurs autoritaires et répressives qui ne font pas toujours considérer la violence comme illégitime* ». Ainsi, les individus violents risquent d'étendre leurs actions, puisqu'ils bénéficieront, en plus d'une impunité, d'une absence de réaction par la société. Cette indifférence face à la violence pourrait donc être une conséquence perverse de la crise de confiance vis-à-vis de l'ordre policière (Le Huerou, 1998). De plus, la mentalité autoritaire de la société russe, amèneraient à légitimer certaines formes de violence. En effet, la peur du terrorisme infligée par les autorités russes a développé l'acceptation de la violence légitimée par souci de sécurité. Une enquête réalisée en 1995, constate que 45 % des participants interrogés accepteraient une limitation de leurs droits individuels si la défense des intérêts de l'État l'exigeait (Le Huerou, 1998).

La question de l'impunité cacherait donc une sorte d'accord secret dans le sens où elle reposerait sur un silence réciproque et une protection de la complicité envers ceux qui commettent des actes de violence (Opotow, 2001). En effet, depuis la seconde guerre de Tchétchénie, il est possible d'observer une forme de complicité entre l'armée russe, dispensée de toute responsabilité par la justice, et le gouvernement. D'ailleurs, Nicole Filion, vice-présidente de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme, dénonce les crimes de guerre en Tchétchénie et les nombreuses plaintes pour violation des droits de l'homme provenant de victimes tchétchènes qui ne sont pas traitées par la justice russe, ainsi que dissimulées par les médias russes (Rapport d'enquête de la FIDH, février 2000).

À l'heure actuelle, comment pourrait-on arriver à réconcilier les deux partis ? Une solution serait d'explorer les actes répréhensibles du passé et confronter avec les injustices rencontrées ainsi que mobiliser les institutions (Opotow, 2001). Sinon, la réconciliation risque de légitimer l'impunité telle

qu'en Russie qui ne semble pas prête à faire ses « confessions ». En outre, il faudrait créer un récit commun partagé sur les causes et les conséquences des événements déroulés ; ce qui implique que les partis reconnaissent qu'ils ne détiennent pas la vérité absolue et que d'autres interprétations sont possibles. Toutefois, ce travail semble impossible et non souhaité entre le peuple russe et le peuple tchéchène. Car le discours privilégié de la Russie qui annonce de façon unilatérale la fin de l'opération tchéchène, impose une interprétation limitée sur les faits et indique que le gouvernement russe, refusant de reconnaître les atrocités faites aux victimes, n'est pas prêt à entamer un processus de réconciliation qu'elle considère comme étant déjà acquise.

Une bribe de solution pourrait être d'institutionnaliser la justice pénale pour faire diminuer la vengeance individuelle et éviter un cycle continu de violence, souvent rencontrée lors de réconciliations basées sur l'impunité (Opatow, 2001). La justice russe ne semble pas prête à assumer ses responsabilités. Mais la Cour européenne des Droits de l'Homme a reconnu qu'elle était responsable de graves atteintes aux droits humains en Tchétchénie. Il s'agit peut-être d'un début pour la reconnaissance du peuple tchéchène mais à la seule condition d'un travail démocratique et juste de la part de la Russie : « *La réconciliation qui repose sur l'impunité peut échanger des gains incertains à court terme contre la poursuite de l'impunité et du conflit à long terme* » (Opatow, 2001). Pourtant, c'est bien en Russie que se trouve aujourd'hui le nœud principal du conflit, et c'est avec elle que devra être trouvée une solution durable. Les atteintes aux libertés publiques et la réduction de toute forme d'opposition politique rendent de plus en plus difficiles la proposition et la mise en œuvre de solutions alternatives. (Le Huerou, Merlin, Régamey & Serrano, 2005).

CONCLUSION

A travers l'évolution du conflit russo-tchéchène, le discours d'une menace de la sécurité intérieure entretenu par les autorités russes ont suscité, dans un premier temps, l'adhésion de l'opinion publique aux actions menées contre les Tchétchènes et ont donc permis de légitimer les actes de violence. Cette peur et méfiance engendrent alors un dilemme : les partis ne peuvent pas entrer dans un processus de paix sans un certain degré de confiance mutuelle, mais ils ne peuvent pas construire la confiance sans entrer dans un processus de paix. Ainsi, pour générer la confiance et la réconciliation entre les deux partis, il faut explorer les actes répréhensibles du passé et confronter les injustices rencontrées pour éviter de tomber dans le piège de la légitimation de l'impunité.

Le long de ce processus de construction de la paix, la médiation joue sans doute un rôle optimiste et à court-terme mais nécessaire, du moins pour jeter les bases d'un éventuel processus de négociation. Autrement dit, la médiation est une utopie indispensable pour faciliter les rapprochements ultérieurs.

BIBLIOGRAPHIE

- Bar-Tal, D. (2004). The necessity of observing real life situations: Palestinian-Israeli violence as a laboratory for learning about social behaviour. *European Journal of Social Psychology*, 34, 677-701.
- Elcheroth, G. (2009-2010). Cours de conflit et médiation. *Université Libre de Bruxelles*.
- Facon, I. (2001). La seconde guerre de Tchétchénie : les aspects politico-militaires. *Annuaire Français de Relations Internationales*, 1, 787-806.
- Fédération internationale de la ligue des droits de l'homme (2006). Assassinat d'Anna Politkovskaya, *FIDH*. Web Site : <http://www.fidh.org/Assassinat-d-Anna-Politkovskaya>
- Fontanel, J. (2005). Les dépenses militaires de la Russie au début du XXIe siècle. *Université Pierre Mendès-France*, Grenoble.
- Gordadzé, T. (2002). Le tournant géostratégique de Poutine et l'armée russe. *Critique internationale*, n°17, octobre 2002.
- Jean, F. (1997). La Nouvelle Guerre du Caucase. *Central Asian survey*, vol. 16, 3, pp. 413-424.
- Kelman, H.C. (2005). Building trust among enemies: The central challenge for international conflict resolution. *International Journal of Intercultural Relations*, 29, 639-650.
- Larzillière, P. (2003). Tchétchénie : le jihad reterritorialisé. *Critique internationale*, n°20, juillet 2003.

- Le Huerou, A. (1998). Les paradoxes de la violence. Partie 2 et 3. *Culture et Conflit*, 29-30, 339-394.
- Le Huerou, A., Merlin, A., Régamey, A. & Serrano, S. (2005). La Tchétchénie sans Maskhadov. *Le Courrier des Pays de l'Est*, 2, 1048, pp. 88-91.
- Merlin, A. (2004). Les guerres de Tchétchénie et le Caucase du Nord. *La Revue nouvelle*, n°4, avril 2004.
- Minassian, G. (2005). La guerre Russo-Tchéchéne, un conflit sans fin. *Annuaire Français de Relations Internationales*, vol. VI, Bruxelles : Bruylant.
- Opotow, S. (2001). Reconciliation in times of impunity: Challenges for social justice. *Social Justice Research*, 14(2), 149-170.
- Pasinetti, J. (2006). Le conflit russo-tchéchéne, écho du « choc des civilisations ». *Annuaire Français de Relations Internationales*, vol. VII, Bruxelles : Bruylant.
- Yusupov, M. (2003). Une opération de politique intérieure russe. *Le Monde diplomatique*, juin 2003.

